

Correo Internacional



**Publication de la LIT-QI. Nouvelle époque. Num. 133
Septembre 2007**

Bolivie

La crise politique est toujours ouverte

La situation bolivienne continue à être très instable. Récemment, dans l'Assemblée Constituante - qui se trouve virtuellement paralysée depuis son installation - les délégués d'Evo Morales en sont venus aux mains avec les représentants des bourgeoisies régionales des départements de la « demi-lune » (Santa Cruz de la Sierra, Tarija, El Beni et Pando). Ces bourgeoisies exigent l'« autonomie » pour leurs départements (elles ont même menacé de diviser le pays) et elles ont réalisé plusieurs « grèves civiques » pour appuyer leur exigence.

D'autre part, il y a les luttes ouvrières, comme celle des travailleurs de Huanuni en défense de l'industrie minière étatique, et en outre, plusieurs organisations des « peuples originaires » (la grande majorité de la population du pays) ont menacé de rompre avec le gouvernement si celui-ci retirait de la Constituante la proposition d'« Etat Plurinational », qui envisage l'octroi d'« autonomies territoriales » à ces nations originaires (aimaras, quechuas et tupi-guaranis).

Il s'agit d'une situation hautement complexe, dont nous essayerons d'analyser les différents composants et la perspective dans cette édition de Courrier International.

Une situation révolutionnaire

Pour comprendre la crise actuelle, nous devons partir du fait qu'elle est le résultat de ce que nous appelons une « situation révolutionnaire », c'est-à-dire, une situation où les masses sont entrées en scène avec des processus massifs de mobilisation et ont remis en question, ont mis en échec, les institutions politiques traditionnelles de la bourgeoisie.

Cette situation s'est probablement ouverte avec la « Guerre de l'eau » (2000), quand le peuple de Cochabamba a expulsé l'entreprise *Aguas del Tunari* (de capital étranger) qui s'appropriait cette ressource dans la région. Et elle a connu son apogée dans les mobilisations qui ont renversé les gouvernements de Gonzalo Sánchez de Lozada, alias Goñi, en 2003, et de Carlos Mesa, en 2005.

La bourgeoisie bolivienne et l'impérialisme ont essayé de mettre en échec ou de dévier ce processus révolutionnaire par plusieurs voies : la répression de Goñi (plus de 80 morts en octobre 2003), la « continuité institutionnelle » avec Mesa, la tentative de putsch de Horlando Vaca Díez, etc. Mais toutes ces politiques ont échoué.

D'autre part, les masses boliviennes, bien qu'elles aient mis en échec ces tentatives, ne sont pas parvenues à imposer leur propre issue, un véritable gouvernement des travailleurs et des paysans, qui permettrait à la révolution d'avancer. C'est pourquoi, dans le cadre de cette contradiction, la situation révolutionnaire est toujours ouverte et son cours futur encore indéfini.

Evo Morales : un gouvernement bourgeois « spécial »

Lors des élections présidentielles de 2006, la bourgeoisie bolivienne et l'impérialisme ont misé sur la candidature de Tuto Quiroga. Mais celui-ci a clairement échoué face à Evo Morales. Dans ces conditions et vu la situation, ils ont été obligés d'accepter ce dernier comme le « moindre mal »,.

En ce sens, le gouvernement d'Evo est, d'une part, le résultat du processus révolutionnaire, et d'autre part, c'est un gouvernement bourgeois que « ceux d'en haut » essayent d'utiliser comme un outil pour mettre fin à ce processus, en « endormant » les masses avec une politique de conciliation entre les classes sociales ennemies.

Il s'avère évident que ni la bourgeoisie ni l'impérialisme ne voient Evo comme « leur propre » gouvernement, mais seulement comme une issue transitoire, pour contrôler les moments les plus difficiles du processus révolutionnaire. C'est pourquoi, tandis qu'ils l'utilisent en ce sens, ils cherchent aussi à l'user et à l'affaiblir pour préparer une alternative (pour le moment, sur le terrain électoral) qui leur permettrait de récupérer le pouvoir de manière plus directe.

Evo, pour sa part, doit manœuvrer entre cette exigence de « ceux d'en haut » et la pression des luttes et des engagements qu'il a assumés avec le mouvement de masses. C'est pourquoi, toujours dans la perspective plus stratégique de protéger les intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme (voir l'article sur les troupes boliviennes en Haïti), sa politique est souvent oscillante, pleine de va-et-vient, selon la pression qui domine à chaque moment.

Le gouvernement d'Evo est donc ce que nous appelons un "front populaire", un type de gouvernement bourgeois « spécial » parce que composé et dirigé par des organisations et des dirigeants populaires. Ceci provoque une illusion politique néfaste dans les masses car celles-ci le voient comme « leur gouvernement » et non comme ce qu'il est réellement, un outil au service de la bourgeoisie.

Une démonstration claire du véritable caractère du gouvernement est sa politique de fortifier l'armée bourgeoise et de la préserver de l'usure. Par exemple, lors de la commémoration du centenaire de la création de l'actuelle armée bolivienne, Evo a dit, dans son discours, que « *l'armée est révolutionnaire, un instrument à service de la révolution* ». En même temps, il a accordé aux soldats une augmentation salariale supérieure à celle accordée aux autres secteurs, et les officiers suivent des cours d'entraînement au Venezuela et reçoivent de nouveaux équipements provenant de ce pays.

Un autre aspect qui montre ce caractère bourgeois sont les salaires extrêmement bas que la majorité des travailleurs continuent à percevoir (les rajustements étant inférieurs aux pertes par inflation), le maintien du système privé de sécurité sociale et des pensions (loi 1732) et la répression contre les mineurs de Huanuni, le 5 juillet dernier.

D'autre part, de manière contradictoire, le gouvernement reflète aussi les caractéristiques ethniques et sociales du pays. Evo est le principal dirigeant apparu dans les luttes paysannes de ces dernières années et est d'origine aimara. C'est pourquoi, la grande majorité des masses boliviennes (paysannes et/ou indigènes) considèrent qu'avec lui, elles ont accédé au pouvoir après des siècles de marginalisation et d'oppression. Cette vision est encore accentuée par le fait que l'opposition de droite est dirigée par la bourgeoisie blanche des propriétaires fonciers de Santa Cruz. En sauvegardant les proportions, nous pouvons dire que le cas d'Evo est semblable à celui de Lula au Brésil qui, pour arriver à la présidence, s'est appuyé sur son prestige de dirigeant ouvrier, originaire d'une des régions les plus pauvres du pays.

Les axes du processus révolutionnaire

Jusqu'à présent, la revendication la plus importante du processus révolutionnaire, qui est apparue comme le centre de la lutte contre Goñi et Mesa, a été la nationalisation sans paiement des ressources naturelles (le gaz et les minéraux). Toutefois, il y a deux autres sujets d'importance similaire. Le premier est la question indigène-paysanne des nations aimara, quechua et tupi-guarani. Le second est celui de l'unité du pays, menacée par les bourgeoisies de la « demi-lune ». Toutes ces revendications se sont concentrées dans l'exigence de la convocation d'une Assemblée Constituante souveraine (la proposition centrale d'Evo pour répondre à ces revendications, lors des mobilisations de 2005). Voyons où nous en sommes avec chacun de ces sujets et quelle a été la politique d'Evo pour chacun d'eux.

La nationalisation des ressources naturelles

Cette revendication avait été le centre des mobilisations de 2003 et 2005, et Evo a été obligé d'avancer quelques mesures partielles (la renationalisation des richesses du sous-sol, le rachat des raffineries de Petrobras, la renégociation des contrats de vente de gaz, etc.). Bien que les mesures aient été extrêmement tièdes, sans remettre fondamentalement en question le contrôle impérialiste sur le secteur, elles ont quand-même eu comme effet une importante amélioration dans les recettes de l'Etat (une augmentation de près de 8% du PIB du pays).

En même temps, suite à la mobilisation des masses et à de dures confrontations, Evo a dû nationaliser l'usine de pompage de gaz San Alberto (Tarija) et donner des concessions aux mineurs de Huanuni, en amplifiant le secteur étatique de cette mine face à celui des coopérateurs. Au contraire, là où il n'y a pas eu de pression du mouvement de masses, il a avancé dans le bradage du gisement de fer d'El Mutún (Santa Cruz) à l'entreprise Jindal.¹

Le sujet des ressources naturelles est très loin d'avoir été résolu par le gouvernement, mais cette amélioration dans les recettes de l'Etat a permis à Evo, au moins dans l'immédiat, de diminuer l'impétuosité des années précédentes.

La question des nations originaires

Ce sujet, qui affecte la grande majorité opprimée de la population bolivienne, est énormément plus complexe à résoudre pour Evo. Ces nations synthétisent leurs revendications dans le mot d'ordre de *Terre et Territoire*, c'est-à-dire, de réforme agraire et du droit d'avoir des régions autonomes, dans leurs « territoires ancestraux », où ils puissent s'organiser institutionnellement selon leurs traditions et disposer des ressources naturelles selon leur propre critère. Mais ces revendications se heurtent aujourd'hui clairement aux intérêts de la bourgeoisie bolivienne et aux plans de l'impérialisme (l'« autonomie réactionnaire » réclamée par la « demi-lune ») et marquent des limites claires à la politique que le gouvernement peut promouvoir sans aller à de plus grandes confrontations avec ces intérêts.

Evo procède à une timide mise à disposition de terres fiscales ou de terres privées improductives, mais n'a aucune intention d'affronter les grands propriétaires fonciers de Santa Cruz (soja), de Beni (bétail) ou de Pando (bois précieux). C'est toutefois dans ces régions que le sujet de la terre est le plus brûlant, puisqu'il y a eu dans l'Altiplano une réforme agraire lors de la révolution de 1952. C'est pourquoi, il y a déjà eu quelques mobilisations paysannes à Santa Cruz, pour exiger une avancée plus rapide à ce sujet.

Concernant l'« autonomie territoriale » - point central du « Pacte d'Unité » qu'il a conclu avec sa base paysanne et indigène, pendant la campagne électorale - Evo essaye de laisser de côté cette question dans la Constituante et de la remplacer par l'« autonomie sociale », qui inclut d'autres

¹ Cette entreprise est la principale compagnie minière de fer mondiale. Bien qu'elle ait sa maison mère en Inde, elle est de capital majoritairement britannique. C'est une compagnie impérialiste.

droits (langue, éducation, institutions locales et régionales) mais non la pleine souveraineté sur les régions. Face à cela, plusieurs organisations indigènes ont menacé de rompre avec le gouvernement,² ce qui a contraint Evo à reculer et à maintenir sa proposition de « Nouvel État Plurinational ». C'est un fait qui montre que cette base paysanne et indigène, bien qu'elle voit Evo comme « son » gouvernement et maintienne sa confiance en lui, n'est pas disposé à lui permettre de trahir ses revendications historiques.

Le divisionnisme de la bourgeoisie de la « demi-lune »

Le territoire historique de la Bolivie a déjà subi plusieurs pertes, orchestrées par l'impérialisme et les pays les plus forts du continent, comme cela a été le cas avec l'accès à la mer, perdu dans la Guerre du Pacifique contre le Chili, ou avec la région d'Acre, aujourd'hui incorporée au Brésil.

L'unité de son territoire actuel est de nouveau menacée par la coalition des bourgeoisies régionales de la « demi-lune ». Ces départements possèdent une partie très importante des richesses naturelles boliviennes (pétrole, gaz, fer, production de soja et de viande). Avec 35% de la population, ils produisent la moitié du PIB national et les deux tiers des exportations.

La coalition est dirigée par la bourgeoisie de Santa Cruz, probablement la plus forte et la plus dynamique du pays, avec un projet politique propre qu'elle encourage depuis plusieurs années. Certains de ses membres sont d'origine européenne beaucoup plus récente. Son principal dirigeant, Branko Marinkovic, est fils d'un immigrant croate. Grand propriétaire foncier, il est aussi directeur de la puissante entreprise *Transporte de Hidrocarburos*, qui opère 6.000 km de gazoducs et d'oléoducs qui vont jusqu'au Brésil, l'Argentine et le Chili. 50% du capital de cette entreprise appartient à Exxon et Shell.

Les « comités civiques » formés par les bourgeoisies de ces départements constituent de fait un pouvoir parallèle. Ils essayent même des mouvements de type fasciste, comme celui de la Jeunesse Civique de Santa Cruz, pour réprimer les travailleurs et les paysans de la région. Cette organisation est formée par les fils des chefs d'entreprise et des grands propriétaires fonciers et elle incorpore aussi des jeunes de classe moyenne, soucieux de monter dans l'échelle sociale.

Il est fort possible que, derrière ses revendications d'« autonomie », cette bourgeoisie promeuve un projet stratégique de diviser réellement le pays, quand les conditions le lui permettront. Autrement dit, il s'agit de pouvoir livrer directement à l'impérialisme et aux pays les plus forts du continent, comme le Brésil, les richesses naturelles de sa région, en gardant une part plus importante du gâteau que celle qu'elle obtient aujourd'hui, puisqu'elle ne devrait plus le partager avec la bourgeoisie de La Paz. En même temps, elle se débarrasserait ainsi de l'« Altiplano pauvre » et de ses « masses turbulentes » dont la mobilisation est déjà en train de contaminer la région de Santa Cruz elle-même. Il est important de souligner qu'il s'agit d'un secteur très lié à l'impérialisme et à la bourgeoisie brésilienne qui, évidemment, soutiennent son projet divisionniste.

La bourgeoisie des départements de l'Altiplano s'oppose à ce projet, en particulier celle de la Paz, qui souffrirait beaucoup économiquement, non seulement de la division du pays mais même d'une « autonomie » profonde. Ce n'est pas par hasard que le haut commandement de l'armée bolivienne a déclaré son opposition à ce projet. Autrement dit, il y a une confrontation réelle et profonde entre des secteurs bourgeois, avec une dynamique imprévisible.

Il ne s'agit toutefois pas seulement d'une lutte entre des secteurs bourgeois. L'« autonomie » exigée par ces bourgeoisies régionales ne reflète pas la juste exigence d'une nationalité opprimée, comme c'est le cas pour les peuples originaires. Au contraire, cette « autonomie » (et plus encore, la division du pays) représente une attaque à l'ensemble du peuple bolivien parce que son objectif est

² Cela a été le cas de la CONAMAQ (Conseil National d'Ayllus et Markas du Qullasuyu) et de la CIDOB (Confédération de Peuples Indigènes de la Bolivie).

un bradage encore plus grand des ressources naturelles, un enrichissement plus grand de ces bourgeoisies régionales, et un appauvrissement plus important du peuple bolivien dans son ensemble. C'est une proposition réactionnaire et pro-impérialiste.

Nous pouvons la comparer à l'« indépendance » du Panama qui, encouragée par l'impérialisme américain, s'est séparé de la Colombie en 1903, pour contrôler le futur Canal. Ou, dans l'histoire bolivienne elle-même, avec cette « rébellion » séparatiste des grands propriétaires fonciers d'Acre, encouragée par la bourgeoisie du Brésil. C'est pourquoi, les révolutionnaires doivent s'opposer à ce projet et soutenir la juste lutte de la majorité du peuple bolivien pour maintenir l'unité géographique du pays.

Evo marche sur le fil du rasoir

La politique du gouvernement a été d'essayer d'« administrer » une situation complexe et très polarisée, sans aller au-delà du cadre de l'Etat bourgeois. Sa politique envers l'opposition bourgeoise de droite a été la conciliation et des concessions permanentes, ce qui s'est manifesté clairement dans l'Assemblée Constituante : bien que les députés du MAS et de ses alliés comptaient avec une majorité claire, celle-ci a accordé à l'opposition le « droit de veto ».

Cette politique n'a toutefois eu d'autre résultat que de fortifier cette opposition, qui exige chaque fois plus, en dépassant les limites qu'Evo peut tolérer parce qu'elles affectent trop les intérêts des secteurs bourgeois du Altiplano ou parce qu'elles signifieraient une rupture ouverte avec sa propre base.

Dans certains cas, Evo a été obligé de répondre par « contrecoup », comme lors de la mobilisation d'un million dans La Paz, pour la défense de l'unité du pays, ou lors des mobilisations de paysans de Santa Cruz pour la réforme agraire. Toutefois, l'objectif de ces « contrecoups » n'est pas d'avancer en profondeur contre la bourgeoisie adverse et l'impérialisme mais de retourner à un « équilibre » qui lui permet de maintenir une conciliation « tolérable ».

En même temps, Evo maintient tout son prestige et appui populaire parce que, en plus d'être vu comme le représentant des peuples originaires, il se présente comme « le défenseur de l'unité du pays » face à la bourgeoisie blanche, grande propriétaire foncière et divisionniste, de Santa Cruz.

Dans l'immédiat, il peut même profiter de l'impasse de l'Assemblée Constituante pour dire aux masses que « *la droite ne me laisse pas gouverner* » (ce qui l'empêche d'avancer plus pour satisfaire davantage les revendications populaires) et que maintenant l'essentiel est l'« *unité contre la droite* », comme argument pour freiner les luttes contre son gouvernement.

Mais à long terme, cette situation se retournera contre lui parce que les contradictions s'accumuleront de plus en plus entre une bourgeoisie qui exige chaque fois plus et un mouvement de masses qui n'est pas disposé à laisser de côté ses revendications.

Les masses boliviennes doivent avancer dans leur organisation et leur lutte indépendante

Le gouvernement d'Evo ne résout pas les problèmes les plus profonds du pays et ne répond pas aux nécessités du peuple bolivien. En outre, sa politique de conciliation avec la droite et de démobilisation des masses crée les conditions pour une défaite tragique, si les masses n'avancent pas dans leur lutte et leur organisation autonome, en allant au-delà du gouvernement d'Evo dans cette lutte.

Les tâches de la révolution (la nationalisation des ressources naturelles sans paiement; la réforme agraire; les droits territoriaux pour les peuples originaires et la défense de l'unité du pays) ne pourront avancer que si la mobilisation de masses les prend directement en mains. La grande

contradiction de la situation actuelle est que la vaste majorité du peuple bolivien croit encore que ce sera le gouvernement d'Evo qui avancera dans ces tâches.

Dans cette situation, il est indispensable que la classe ouvrière bolivienne entre en scène avec son propre poids et avec une politique totalement indépendante de la bourgeoisie et du gouvernement. Il est indispensable que, en plus de combattre pour ses propres revendications, elle soit capable de se mettre à la tête des revendications et des luttes de l'ensemble du peuple, comme elle l'a fait plusieurs fois dans le passé.

Il est vrai que la bourgeoisie de la « demi-lune » veut écraser le processus révolutionnaire et qu'elle a un projet divisionniste pour la Bolivie. Mais pour mettre en échec ce projet réactionnaire, le pire chemin est celui de la « conciliation » que le gouvernement d'Evo a choisi. La seule issue pour mettre en échec la droite et obtenir les revendications historiques du peuple bolivien est la lutte et l'organisation autonome des masses, dirigées par la classe ouvrière.

Évidemment, dans le cas où il y aurait un risque de putsch imminent, où la bourgeoisie de la « demi-lune » essaierait de concrétiser immédiatement la division du pays, il serait nécessaire d'appeler à la lutte unitaire avec le gouvernement d'Evo pour mettre en échec ces attaques. Mais ce qui doit être hors de question, c'est d'utiliser ces risques, réels mais non imminents, pour justifier la capitulation au gouvernement et à son appel à « l'unité contre la droite », non seulement parce que cela signifie abandonner la lutte contre un gouvernement bourgeois mais parce que, comme nous l'avons déjà dit, ce chemin mène à une défaite inévitable face à la droite.

En ce sens, le processus révolutionnaire bolivien a besoin que la COB récupère son rôle historique de direction des masses. Le chemin pour le faire est indiqué par les concepts centraux des Thèses de Pulacayo.³ Autrement dit, pour combattre réellement la droite bourgeoise et pour que le processus révolutionnaire avance, il est nécessaire de combattre aussi le gouvernement d'Evo et ses politiques anti-ouvrières et de conciliation avec la bourgeoisie et l'impérialisme.

Pour les révolutionnaires, une double tâche se présente donc. La première est celle d'*expliquer patiemment* aux masses le véritable caractère du gouvernement d'Evo Morales et la nécessité d'avancer vers un véritable gouvernement des travailleurs et des paysans. La seconde est celle de promouvoir la mobilisation des masses pour exiger du gouvernement d'Evo qu'il accomplisse ses promesses et concrétise ces tâches.

Par son caractère bourgeois, il est absolument impossible que le gouvernement d'Evo le fasse, mais ces mobilisations et le choc avec cette réalité sont ce qui permettra l'avancée dans la conscience des masses et, avec elle, l'avancée du processus révolutionnaire, en dépassant les limites imposées aujourd'hui par Evo.

Le peuple bolivien n'a pas été mis en échec, bien au contraire. Ses forces sont intactes et il a à la fois une grande tradition historique et des expériences très récentes de lutte. Par conséquent, le cours futur du processus révolutionnaire bolivien est toujours ouvert.

<BOX 1>

L'Assemblée Constituante

L'Assemblée Constituante se trouve au centre du débat politique en Bolivie pour deux raisons principales. La première est que, par le caractère démocratique et de souveraineté nationale des

³ Les Thèses de Pulacayo ont été approuvées dans le Congrès de la Fédération Syndicale de Travailleurs Miniers de la Bolivie (FSTMB), réalisé en novembre 1946, dans la ville homonyme. Elles développent un véritable programme de transition pour un gouvernement ouvrier et paysan. Postérieurement, elles ont été adoptées comme une partie du programme de la COB.

principales exigences populaires (propriété des ressources naturelles, propriété de la terre, droits des peuples originaires, unité nationale), elle apparaît comme le « cadre naturel » pour examiner ces revendications et y répondre, spécialement pour la majorité paysanne et originaire du pays.

Deuxièmement, Evo lui-même a soulevé l'exigence centrale de la convocation à l'Assemblée Constituante, dans les processus de 2005. Ensuite, pendant sa campagne électorale, cela a été l'axe de ses propositions : ces questions y seraient résolues et un nouvel Etat Plurinational bolivien serait fondé. Sur la base de cette proposition, il a signé le Pacte d'Unité avec les organisations des peuples originaires.

L'Assemblée Constituante a donc généré beaucoup d'espoirs parmi les secteurs populaires. Toutefois, elle est virtuellement paralysée depuis qu'ont commencé les sessions le 6 août 2006.

L'opposition de droite a boycotté son fonctionnement et elle est le principal responsable de cette situation. Mais le MAS a sa part de responsabilité dans cette situation puisqu'il a gagné les élections nationales pour les députés constituants et il dispose de 55% des représentants. En dépit de cela, il avait pactisé auparavant avec les partis de droite un règlement selon lequel la nouvelle constitution pourrait seulement être approuvée avec le vote des deux tiers de l'Assemblée. Il a donc accordé à la minorité un droit de veto totalement antidémocratique.

Ensuite, le gouvernement a affirmé que ce critère était uniquement valable pour la nouvelle constitution dans son ensemble, mais pas pour les articles individuels (faute d'approbation lors de la Constituante, la constitution serait soumise à plébiscite). Il essayait ainsi d'inclure, au moins, quelques points partiels qui lui permettraient de montrer à sa base qu'on avançait. Mais la droite s'est saisie de la clause des deux tiers et a posé son veto pour tous les articles avec lesquels elle n'était pas d'accord. Elle exigeait que le triomphe qu'avait obtenu le OUI dans les départements de la « demi-lune », lors du plébiscite sur l'autonomie, soit considéré comme un mandat pour la nouvelle constitution (bien que le NON avait obtenu la majorité au niveau national). Ce qui fait que l'Assemblée soit restée dans l'impasse.

Vider la constitution de son contenu

En même temps, malgré son discours radical sur le caractère "originaire" et de "refondation de la Bolivie" qu'aurait l'Assemblée, le gouvernement d'Evo Morales s'est mis à la « stériliser » sur plusieurs points essentiels.

Au sujet des hydrocarbures et de l'industrie minière, il dit que la question « *a déjà été résolue* » avec les mesures tièdes adoptées, et que la Constituante devrait se limiter à authentifier le contenu de ces décrets et la base conceptuelle des nouveaux contrats. Une véritable réforme agraire n'y sera pas non plus envisagée.

La dernière tentative qu'a promue le gouvernement a été celle de changer l'« autonomie territoriale » pour les peuples originaires en « autonomie sociale ». Mais il a dû reculer à cause de la menace de plusieurs organisations indigènes de rompre avec le gouvernement.

Le fait que plusieurs des questions centrales aient été enlevées du débat de l'Assemblée Constituante, a été reconnu par le gouvernement lui-même. Dans une entrevue avec Radio FIDES, le vice-président, Álvaro García, a admis que « *la grande assemblée ne modifierait probablement pas plus de 20% des articles de la constitution* ».

Toutefois, malgré ce détournement du contenu, des sujets profonds sont toujours à l'ordre du jour, en particulier le choc irréconciliable entre la juste revendication d'« autonomie territoriale », exigée par les peuples originaires opprimés, et l'autonomie réactionnaire et pro-impérialiste réclamée par

les bourgeoisies de la « demi-lune ». Voilà les points qui continuent à paralyser l'Assemblée Constituante.

La nécessité d'une politique révolutionnaire concernant l'Assemblée Constituante

Dans le cadre de l'Etat bourgeois, plus encore avec les « accords réglementaires » d'Evo avec la droite, cette Assemblée ne résoudra aucun des graves problèmes du pays et du peuple. Seule la mobilisation et l'organisation autonome des masses pourront l'obtenir. C'est pourquoi, ici aussi, il est nécessaire d'expliquer patiemment aux masses le véritable caractère de classe de cette Constituante.

Mais une politique révolutionnaire ne peut pas se limiter à la dénonciation de cette institution bourgeoise. Les révolutionnaires doivent en même temps défendre le droit démocratique du peuple bolivien à ce que la Constituante fonctionne et examine les principaux problèmes du pays. Pour cette raison, il est totalement légitime et nécessaire de promouvoir des mobilisations pour exiger de l'Assemblée qu'elle accomplisse le mandat pour lequel elle a été votée par le peuple. Plus particulièrement, il faut promouvoir les mobilisations contre les obstacles que la droite lui impose.

Dans ce cadre, ces mobilisations doivent soulever aussi une exigence centrale envers le MAS lui-même et le gouvernement d'Evo : qu'il rompe l'accord des deux tiers et utilise sa majorité pour approuver les revendications des travailleurs et du peuple et pour combattre la droite.

Comme nous l'indiquons dans l'article principal, ici aussi *« il est absolument impossible que le gouvernement d'Evo le fasse, mais ces mobilisations et le choc avec cette réalité sont ce qui permettra l'avancée dans la conscience des masses et, avec lui, l'avancée du processus révolutionnaire, en dépassant les limites imposées aujourd'hui par Evo »*.

<BOX 2>

La position des marxistes, face à la question nationale

La « question nationale » est au centre de la situation bolivienne actuelle. En ce sens, il est d'abord nécessaire de différencier clairement les deux revendications d'« autonomie » qui se font face.

La revendication des peuples originaires aimara, quechua et tupi-guarani est totalement juste et légitime parce qu'ils représentent la majorité absolue du peuple bolivien et qu'ils ont, en outre, subi des siècles d'oppression et de pillages. En même temps, ils revendiquent l'unité territoriale de la Bolivie, par le biais d'un « Etat plurinational ». C'est pourquoi, les révolutionnaires doivent soutenir leur revendication.

L'« autonomie » réclamée par les bourgeoisies de la « demi-lune » (et plus encore, la possible division du pays), au contraire, est réactionnaire et pro-impérialiste, comme nous l'avons vu. Le comble de l'hypocrisie est que la bourgeoisie de Santa Cruz arrive à revendiquer une tradition tupi-guarani différenciée des peuples de l'Altiplano, alors que son principal dirigeant est un descendant direct de Croates. C'est pourquoi, les révolutionnaires doivent combattre cette « autonomie ».

Toutefois, il est nécessaire de spécifier mieux la politique des révolutionnaires face à la question nationale, un sujet qui a beaucoup été discuté par les bolcheviques, durant les années préalables à la révolution socialiste de 1917, puisque l'Empire Russe était un Etat multinational, avec de nombreuses nations opprimées.

Comme norme programmatique, nous, les marxistes, nous nous opposons à la division des Etats existants, parce que cela signifierait aussi une division et une fragmentation de la classe ouvrière, protagoniste centrale de la lutte pour le socialisme. Notre proposition pour les peuples opprimés est

de constituer une Fédération Socialiste, dans laquelle ces nations ont leurs pleins droits garantis. En utilisant le terme que les peuples originaires eux-mêmes emploient, en Bolivie nous parlerions de former un « Etat plurinational socialiste ».

En même temps, nous revendiquons le « droit à l'autodétermination » pour ces nations. L'intégration à une Fédération unifiée ne peut pas être obligatoire mais doit être le résultat d'une décision libre. Si, au contraire, ces nations décident de constituer un nouvel Etat indépendant, nous respecterons cette décision, même si nous la considérons comme erronée.

Cela a été le cas, par exemple, avec la Finlande, dont le peuple a décidé de se séparer de l'URSS, après la révolution de 1917, ce qui a été totalement respecté par le gouvernement révolutionnaire dirigé par Lénine.

<BOX 3>

Tout un symbole **Les troupes d'Evo en Haïti**

Certains courants politiques de gauche caractérisent le gouvernement d'Evo Morales comme faisant partie du « camp anti-impérialiste » latino-américain, qui, avec les gouvernements de Chávez, de Fidel Castro et d'autres, serait en dure confrontation avec l'impérialisme, spécialement l'américain.

Il est évident que le gouvernement d'Evo est différent de ceux dirigés par des agents directs de l'impérialisme, comme le gouvernement colombien d'Uribe ou le mexicain de Calderón. Il est différent aussi des gouvernements comme celui de Lula ou de Tabaré Vázquez, qui ont accédé au pouvoir au milieu d'un grand espoir populaire, mais qui se sont rapidement révélé pro-impérialistes.

Mais nous affirmons que la différence avec Lula et Tabaré n'a pas son origine dans la « vocation de lutte anti-impérialiste » d'Evo, mais dans les différentes conditions politiques dans lesquelles c'est son tour pour gouverner. Apparu comme produit d'un processus révolutionnaire, Evo doit combiner la nécessité de donner une certaine réponse aux revendications des masses avec son intention d'affecter le moins possible les intérêts de l'impérialisme, de la bourgeoisie bolivienne et des bourgeoisies plus fortes du continent, comme celle du Brésil.

La tiédeur de ses mesures concernant les hydrocarbures et l'industrie minière a son origine dans cette combinaison. Celles-ci se limitent à faire pression pour obtenir à peine une tranche un peu plus grande de l'exploitation de ces richesses, sans affecter le fond de la question, le pillage de ces ressources naturelles dont le pays est victime.

En réalité, Evo promet un projet économique exportateur de gaz et de minéraux qui est compatible avec les projets de l'impérialisme. Ce qui est en discussion, et produit les frictions avec l'impérialisme et la bourgeoisie brésilienne, c'est la taille des miettes que ce pillage laissera dans le pays, et comment elles seront distribuées intérieurement, et si Evo est l'homme qui mérite le plus la confiance pour mener à bien ce projet.

Le vice-président lui-même, Álvaro García Linera, a fait savoir que le gouvernement d'Evo n'a pas une vocation anti-impérialiste, dans un discours de l'année passée où il a déclaré :: « *Les Etats-Unis ont été, sont et seront un allié stratégique de la Bolivie* ». Et pour qu'il ne subsiste aucun doute, il a ajouté que « *les relations avec les Etats-Unis sont dans un processus d'amélioration croissante* » (Clarín, 20/10/2006).

Si quelque chose montre avec clarté cette politique d'« *alliance stratégique avec les Etats-Unis* » (c'est-à-dire, de soumission à l'impérialisme), c'est bien la présence de troupes boliviennes dans l'occupation de Haïti, comme partie des casques bleus de l'ONU. Comme l'ont dénoncé plusieurs organisations haïtiennes et internationales, cette occupation, qui réprime et assassine le peuple

haïtien, sert à maintenir une situation coloniale dans ce pays, au bénéfice de l'impérialisme américain.

Les soldats boliviens y ont été envoyés, à l'origine, par le gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada, en 2002. Depuis lors, les contingents ont été renouvelés par les gouvernements postérieurs. L'année passée, il y a eu un débat dans le gouvernement d'Evo sur la question du maintien ou du retrait de ces troupes. Evo a défini la question pour le maintien de troupes comme un message d'« amitié » envers les Etats-Unis. L'explication qu'il a donnée publiquement est presque incroyable : « *La présence de ces troupes de paix boliviennes permet au pays de disposer d'une recette de 3 millions de dollars et de créer 215 emplois* » (voir www.lahaine.org, 16/09/06).

Ce qui est certain, c'est que le gouvernement « anti-impérialiste » d'Evo est complice, tout comme beaucoup d'autres gouvernements latino-américains, de l'occupation coloniale du pays qui, au début du 19^{ème} siècle, a vu apparaître la première république libre d'Amérique Latine. Nous devons exiger qu'il retire immédiatement ces soldats de Haïti!